

F.L.N.C

Six années séparent ces deux phrases...

« Certains m'ont demandé de faire un geste après le dépôt des armes. Je ne l'ai pas fait, car, pour moi, ce qui est normal, c'est qu'il n'y ait pas d'armes »

M. LEBRANCHU, Ministre du gouvernement Valls à l'Assemblée de Corse le 09 septembre 2015.

«...Nous sommes déjà depuis 4 ans dans le dialogue et le partenariat... »

J.GOURAULT Ministre du gouvernement Castex au Palais Bourbon le 07 juillet 2021.

Afin de ne pas troubler les débats et aussi de pouvoir juger du résultat, nous avons attendu que les élections territoriales 2021 de Corse soient terminées.

Elles livrent un résultat à triple lecture.

Dans une première lecture, la vague nationaliste submerge l'île.

Près de 68% des suffrages démontrent que le bulletin de vote estampillé « nationaliste » n'effraie plus l'électorat. Avec plus ou moins de réussite, on peut dire que l'ensemble des partis nationalistes profitent de cette vague. Le bilan qui était annoncé par l'opposition comme fortement critiquable n'a pas fait le moins du monde obstacle à la progression des idées nées du Mouvement National.

Avec 41% au deuxième tour, la liste conduite par Gilles Simeoni affiche de manière écrasante le plébiscite de l'électorat pour le Président de l'Exécutif. Sa vision moderne et ambitieuse, sa droiture morale reconnue et son charisme personnel en font un leader incontournable que la Droite et les scories du Clan n'ont pu ébranler.

Le « PNC », fidèle à sa stratégie d'ouverture réalise pour sa première participation en solo un excellent premier tour et, fidèle à sa philosophie de rassembleur, permet un rattrapage de « Corsica Libera » au second tour.

Ces derniers manquent l'accès au deuxième tour pour quelques voix seulement et si l'on tient compte de la participation, on peut faire le constat d'un ancrage encore très fort de « Corsica Libera » sur l'échiquier politique de la Corse.

La liste « Core in Fronte » affiche un résultat remarquable. Son programme sans ambiguïté sur ses convictions indépendantistes et sociales a permis une entrée à l'Assemblée par la grande porte.

Dans cette première lecture le constat est clair, les Corses veulent les nationalistes au pouvoir. Le mouvement indépendantiste représente 15% des corses, la Gauche est atomisée et la Droite dans les cordes.

Sans retourner dans l'analyse précise des chiffres, une deuxième lecture dresse un constat un peu plus mitigé.

En effet, l'hégémonie choisie par la liste de Gilles Simeoni laisse présager d'une gouvernance sans partage. Dans sa présentation et ses remerciements, la volonté affichée par le Président de l'Exécutif d'ostraciser le « PNC » et « Corsica Libera » au cœur de l'Assemblée ne présagent pas de relations apaisées dans les mois et années à venir.

Et ce n'est pas le peu de contact entre « Core in Fronte » et les autres organisations qui pourrait laisser penser que la synergie attendue par le peuple soit au rendez-vous des 7 années futures.

Dès lors, la gestion de cette nouvelle assemblée sera celle de Gilles Simeoni.

Mais ce résultat est-il conforme aux ambitions de la Lutte de Libération Nationale dont chacun des partis en présence se reconnaît dans la filiation et que l'ensemble des partis nationalistes à l'exception de « Core in Fronte » ont validé par un engagement sur 10 ans en 2017 ?

Cette question nous emmène sur la troisième lecture de ce scrutin qui pose beaucoup de questions.

Qui vote pour quoi aujourd'hui en Corse dans une élection territoriale qui est le marqueur électoral le plus important des idées nationalistes ?

Comment expliquer que nombre de communes historiquement affichées par des votes clanistes « Les Républicains » ou « PRG » puissent voir leur électorat effectuer un virage à 180° vers le nationalisme « moderne » ?

Cela signifie-t-il que leur édile et leurs administrés sont subitement devenus adhérents de la cause nationale corse ?

Mais alors, comment, lors des élections présidentielles françaises, ces mêmes communes votent en grande majorité pour le Front National au premier tour et pour le candidat de Droite républicaine au deuxième et en grande majorité en 2021 pour des listes nationalistes dans une élection territoriale ?

Où se situent réellement les ambitions de notre nouvel Exécutif à la lecture de ce scrutin ?

Nous pensons pour notre part que nous sommes face à l'avènement d'un nouveau Clan qui a utilisé tous les ressorts de ses prédécesseurs pour se faire élire. Et il y est parvenu, en édulcorant au possible son discours.

Nous pensons que les ambitions de la LLN sont aujourd'hui jetées aux oubliettes de l'histoire et qu'elles ont été sacrifiées sur l'autel de la recherche d'une exclusive victoire électorale. Quelles qu'en soit les conséquences politiques sur le long terme. Avec pour seule ambition d'être le reflet fidèle de cette soi-disant nouvelle Corse, faite de clanistes en mal de repères et de nouveaux arrivants séduits par la dialectique de paix des nouveaux élus.

La Corse fabriquerait des Corses et peu importe la ligne politique, pourvu qu'elle soit sécurisante, pour les habitants de notre île et pour l'Etat français. C'est cela le nouveau credo de la majorité à l'Assemblée. Nous assistons à l'apparition assumée de l'ère politique du post-nationalisme.

La volonté de rompre avec l'union résulte pour la nouvelle majorité de ce simple calcul politique : s'éloigner des indépendantistes pour ne pas prendre le risque d'effrayer le nouvel électorat.

Gain à courts termes : Victoire électorale du post nationalisme

Risque à moyens termes : Disparition des ambitions historiques de la LLN s'accompagnant de la disparition du peuple corse.

D'autant que les élus de la Corse se sont gargarisés d'avoir apporté la paix alors que l'apaisement de ces dernières années est exclusivement du fait du FLNC.

Evidemment, dans cette situation, l'État français se frotte les mains. La clandestinité est en sommeil et le peuple corse disparaît, phagocyté calmement par la colonisation de peuplement. La politique mollement réformatrice de notre Assemblée nouvellement élue n'est pas de nature à perturber la marche uniformisatrice de l'Etat.

Preuves en sont les non-réactions du sommet de l'Exécutif français ainsi que la prise de parole au Palais Bourbon de J.Gourault en réponse au député J.F Acquaviva qui est très caractéristique de la nouvelle position de l'Etat par rapport à la Corse et qui se résume à peu près par « L'Etat est déjà beaucoup engagé sur le plan financier, écologique et social. Il est prêt à discuter ouvertement mais sur ses positions et pas celles des nationalistes ».

Donc 35% puis 57% puis 68% ne changeront rien.

Absolument rien.

Ils sont prêts à discuter de manière ouverte mais le Président français l'a déjà dit en 2018 alors que la Corse affichait déjà une majorité absolue pour les nationalistes unis : ce scrutin est régional, vous êtes une région française, faite d'élus locaux, avec ses spécificités que l'Etat prend déjà largement en compte.

Pendant les 6 années qui viennent de passer, au lieu de tenir compte de l'évolution politique de la Corse à la simple lecture des résultats électoraux, l'Etat français a affiché son aveuglement et sa surdité politique.

Pire encore, il a renforcé le pouvoir des préfets, multiplié les visites de courtoisie coloniales inutiles et pratiqué la langue de bois méprisante comme si rien ne se passait dans cette petite colonie si charmante et de moins en moins récalcitrante.

Parviendrons-nous à nous en satisfaire et nous en contenter ?

Certainement pas.

Les messages que nos organisations ont envoyés en 2014 et 2016 n'étaient en rien des messages de résignation.

Nous rappellerons simplement qu'à cette époque, nos structures ont pris la décision de décréter un processus de démilitarisation progressive de l'espace politique dans un contexte international particulièrement bouleversé par la menace islamiste qui venait parasiter le message des organisations politico militaires des nations sans État et par les organisations internationales qui œuvraient pour des processus de paix dans de nombreux pays sous domination étrangère.

Cette démilitarisation avait pour seul but de permettre aux organisations publiques, dans un environnement apaisé, d'avoir une chance d'obtenir par la légitimité des urnes la réacquisition de nos droits nationaux.

Mais force est de constater que la France n'a absolument pas pris la mesure des résultats électoraux de ces 6 dernières années.

Considérer notre discrétion sur le terrain politico-militaire comme un signe d'abandon de nos valeurs a fait commettre l'Etat et aux nouveaux élus une erreur politique majeure.

Le FLNC n'a pas vocation à abandonner la Lutte alors même qu'aucun des objectifs pour lesquels il a été créé n'ont été atteints.

Nous savons que la réapparition de nos organisations, aujourd'hui réunies, fera naître des inquiétudes et des critiques.

À ceux qui nous expliqueront que la lutte politico-militaire est obsolète dans l'Europe d'aujourd'hui nous répondons que les moyens d'une lutte politique ne sont jamais obsolètes si la défaite est signe de disparition d'un peuple.

À ceux, anciens combattants de la lutte, qui pratique la critique facile de la clandestinité nous leur disons qu'ils restent les bienvenus pour reprendre le combat. A leur place. Comme avant.

À ceux, jeunes ou moins jeunes, qui utilise avec « légèreté » les 4 lettres du FLNC nous disons que s'il est vrai que le sigle n'appartient à personne, son utilisation doit être faite en conscience. Leur place est à nos côtés. Sans jugement ni rancœur. Notre seule légitimité est d'assumer notre position en ne changeant pas de sigle depuis plus de 20 ans, mais elle est de taille car elle laisse peu de place à l'égo.

Aux anciens militants de la lutte devenus nouveaux pacifistes, certains que le combat est « ailleurs », nous répondons que nous pourrions adhérer à l'idée mais qu'ils devraient ne pas perdre de vue que si les hindous avaient été 350.000 et les anglais 70.000.000, il est peu probable que Gandhi ait gagné par la non-violence.

À ceux qui rappelleront à loisir que nous risquons le retour de la répression avec son lot de malheurs nous disons qu'ils doivent se rassurer. Comme toujours depuis 50 ans, c'est nous qui risquons la prison. Ils peuvent dormir tranquilles.

À tous les promoteurs, constructeurs de fortunes rapides, bâtisseurs de logements pour les « nouveaux corses » qui considéreront que nous freinons l'économie nous dirons que nous ne voulons pas de leur économie de rente destructrice de notre culture et vectrice de la colonisation de peuplement.

À tous les pollueurs de notre terre, certains qu'aucun bénéfice n'est à écarter, même au risque de catastrophe écologique, nous disons notre regard avisé et vigilant sur leurs choix.

Aujourd'hui la banalisation du trafic de drogue, des comportements mafieux et du néoclanisme mettent en évidence des liens très inquiétants entre le monde économique, le monde politique, certains éléments du Mouvement National et la voyoucratie corse. Cette porosité est au cœur des préoccupations des corses. Elle l'est donc pour nous aussi car elle est le terreau des actions barbouzardes et des manipulations crapuleuses. Nos organisations seront lucides et vigilantes sur les dérives possibles de ce système mafieux si cela venait à impacter nos militants. Nous saurions réagir. Comme nous l'avons fait par le passé.

À nos élus qui pensent être tranquillement assis dans le confort d'une élection « écrasante » nous disons que nous attendons d'eux un engagement et une attitude plus conformes aux sacrifices qui les ont portés à la place où ils sont.

À l'État français nous disons clairement que si sa politique de mépris perdure, nous reprendrons définitivement, avec probablement plus de détermination encore que par le passé, les chemins de la nuit combattante que nous connaissons si bien.

Aux nouveaux arrivants d'hier, d'aujourd'hui et peut-être de demain, nous disons que cette terre n'est pas la vôtre.

Et plus particulièrement aux français qui pensent être chez eux sur la terre de Corse.
Notre pays n'est pas encore le vôtre.
Votre pays ne sera jamais le nôtre.

A FRANCIA FORA

A ragione hè a nostra forza

A populu fattu bisognu a marchjà